

RAPPORT 2014 SUR LES DROITS DE L'HOMME EN CÔTE D'IVOIRE

RESUME ANALYTIQUE

La Côte d'Ivoire est une république démocratique dirigée par un gouvernement librement élu. Les élections présidentielles nationales de 2010 qui ont porté le Président Alassane Ouattara au pouvoir ont été dans l'ensemble libres et équitables, mais une crise de cinq mois s'en est suivie, durant laquelle le Président sortant vaincu, Laurent Gbagbo, a refusé de céder le pouvoir. Les actes de violence perpétrés par les deux camps ont entraîné environ 3.000 morts, des déplacements importants de populations, la torture, des violences sexuelles et une destruction généralisée de biens. La crise postélectorale a officiellement pris fin en avril 2011 avec la capture de Gbagbo. Les observateurs locaux et internationaux ont considéré les élections législatives partielles de février 2013 comme libres et équitables. Les autorités n'ont parfois pas réussi à maintenir un contrôle efficace sur les forces de sécurité.

L'insécurité persistante et la lente réconciliation politique ont compliqué les efforts du gouvernement pour restaurer l'état de droit et lutter contre l'impunité après la crise postélectorale de 2010-11 qui a suivi plus d'une décennie de conflit. Les problèmes de droits de l'homme les plus graves ont été les violations commises par les forces de sécurité et l'incapacité du gouvernement à faire respecter l'état de droit. Les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), l'armée du pays, et la gendarmerie se sont rendus coupables d'exécutions extrajudiciaires, d'actes de torture et de détentions arbitraires. Les conditions dans les prisons et centres de détention étaient dures et pouvaient mettre en jeu le pronostic vital des détenus. La corruption a persisté dans l'appareil judiciaire, la police, l'armée, la douane, les bureaux d'attribution de contrats et des impôts et d'autres institutions gouvernementales, et le pouvoir judiciaire était inefficace et manquait d'indépendance.

Il y a eu des cas de disparition forcée; de traitements ou châtiments cruels, inhumains et dégradants; d'arrestations arbitraires; et de détention provisoire prolongée. Le gouvernement a restreint la liberté de la presse et la liberté de réunion. Les personnes déplacées internes (PDI) étaient confrontées à des conditions de vie précaires et difficiles. L'apatridie est restée de grande ampleur dans le pays. La discrimination, les agressions sexuelles et les violences faites aux femmes et aux enfants, notamment les mutilations génitales féminines/l'excision (MGF/E), se sont produites. La discrimination sociale à l'égard des groupes ethniques; la communauté des lesbiennes, gay, bisexuels et transgenre (LGBT); les personnes handicapées; et les victimes du VIH/SIDA a constitué un problème. Des employeurs ont soumis des enfants et des travailleurs du secteur informel au travail forcé et à des conditions dangereuses, en particulier dans les zones rurales.

Le gouvernement a rarement pris des mesures pour poursuivre les responsables qui ont commis des violations, que ce soit dans les services de sécurité ou ailleurs au sein du gouvernement. L'impunité dont jouissent les forces de sécurité a constitué encore un problème.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne, notamment la Liberté par rapport à :

a. L'atteinte arbitraire ou illégale à la vie

Plusieurs rapports ont indiqué que le gouvernement ou ses agents ont commis des exécutions arbitraires ou extrajudiciaires, perpétrées dans la plus part des cas par des soldats FRCI. En Avril l'Organisation des Nations Unies a signalé qu'un soldat FRCI a tiré à bout portant dans la tête d'un homme après que l'homme a été vu en train de déféquer sur un chantier de construction que le soldat gardait. Un rapport interne des FRCI a décrit l'incident comme homicide involontaire et les commandants n'ont engagé aucune action disciplinaire contre le soldat. L'impunité dont jouissent les forces de sécurité a constitué un problème tout au long de l'année. Malgré de nombreux rapports faisant état d'exécutions arbitraires ou extrajudiciaires, il n'y a eu aucun rapport au cours de l'année indiquant que des soldats FRCI étaient poursuivis pour ces actes.

L'ancien Président Laurent Gbagbo est toujours détenu à la Cour pénale internationale (CPI) à La Haye, où il attendait son procès pour quatre chefs d'accusations de crimes contre l'humanité liés aux mesures qu'il a prises pendant la crise postélectorale. Les autorités ont continué à maintenir en détention son épouse Simone Gbagbo alors qu'elle attendait son procès pour des accusations criminelles nationales liées à la crise postélectorale. Elle a comparu devant un juge à Abidjan pour une audience préliminaire le 10 décembre. Le 11 décembre, la Chambre préliminaire de la CPI a rejeté la récusation de la recevabilité du gouvernement contestant la compétence de la CPI pour connaître de son affaire et a demandé son transfèrement à La Haye. Le 22 mars, le gouvernement a transféré Charles Blé Goudé, un proche allié de Gbagbo, à la CPI conformément au mandat d'arrêt sur lequel les scellés ont été levés en 2013. Le 11 décembre, la CPI a confirmé les charges contre lui pour quatre chefs de crimes contre l'humanité.

b. Disparitions

Il y a eu quelques rapports faisant état de disparitions ou d'enlèvements ou de rapt pour des motifs politiques. Par exemple, Youssouf Koné, le leader d'un groupe de soldats démobilisés qui avaient protesté contre leur exclusion du processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR), a été arrêté dans des circonstances obscures en avril 2013. Le lieu de détention de Koné à la fin de l'année est resté inconnu selon l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

c. Tortures et autres traitements ou châtiments cruels, inhumains ou dégradants

La constitution et la loi interdisent de telles pratiques, mais selon l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et des organisations locales de défense des droits de l'homme, les forces de sécurité auraient torturé et maltraité des détenus et prisonniers pour tirer des informations d'eux ou leur infliger des châtiments. Peu d'éléments des forces de sécurité ont fait l'objet de poursuites. Par exemple, en février plusieurs gendarmes à Grand Bassam ont arrêté un

jeune homme pour vol. Afin de lui arracher des aveux, ils auraient torturé le jeune homme, qui est mort de ses blessures par la suite. Bien que les autorités judiciaires aient ouvert une enquête et détenu temporairement 14 gendarmes y compris le commandant de peloton, les autorités les ont tous libérés plus tard sans continuer les poursuites.

Les conditions dans les prisons et centres de détention

Les conditions carcérales étaient difficiles et mettaient les vies en péril. Le surpeuplement carcéral était un problème préoccupant et courant dans les prisons et centres de détention gérés par les FRCI et la Direction de la surveillance du territoire (DST), une unité d'enquête et d'analyse en civil. Toutes les 33 prisons existantes du pays fonctionnaient et en mai un centre de réhabilitation à sécurité minimale est devenu opérationnel. Les soins de santé essentiels n'étaient pas toujours disponibles pour les prisonniers dans les hôpitaux ou centres médicaux locaux et devaient souvent être payés par des organisations internationales non gouvernementales (ONG). Selon les chiffres du gouvernement, 12 détenus de la prison centrale d'Abidjan sont morts en août, principalement en raison du manque d'hygiène et de soins de santé. Huit des 34 prisons du pays disposaient d'un infirmier à plein temps.

Conditions matérielles : Le surpeuplement a continué dans de nombreuses prisons. A la fin de novembre, il y avait environ 10.850 prisonniers, dont un nombre estimatif de 193 étaient des mineurs et 187 des femmes. La prison centrale d'Abidjan a été construite pour 1.948 prisonniers, mais détenait environ 4.500 à la fin de l'année. Les autorités détenaient les hommes et les femmes dans des cellules séparées. Les autorités détenaient des adolescents avec des adultes dans certaines prisons, ainsi que des personnes en détention préventive avec des prisonniers condamnés. Les enfants des femmes détenues vivaient souvent avec leur mère en prison, bien que les prisons n'aient accepté aucune responsabilité de prendre soin des enfants en bas âge ou de les nourrir. Les mères détenues recevaient de l'aide d'ONG locales et internationales. L'eau potable n'était pas toujours disponible.

Selon certaines sources, les riches prisonniers pouvaient acheter des cellules plus grandes, de la nourriture, du confort et même engager du personnel pour laver et repasser leur linge. Le gouvernement allouait 347 F CFA (0,65 \$) de ration alimentaire par personne et par jour, ce qui représentait moins de la moitié du montant nécessaire. Les familles et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) complétaient régulièrement les rations.

Les chiffres du gouvernement estimaient à 100 le nombre de détenus morts au cours de l'année, pour la plupart liés au manque ou à l'insuffisance des services de santé.

Les centres de détention irréguliers ou informels tenus par les FRCI ou d'autres forces de sécurité variaient considérablement en termes de conditions matérielles. Un centre de détention militaire à Abidjan était connu pour donner aux détenus trois repas par jour, alors que certains

centres de la DST seraient petits et offriraient peu de place pour la pratique d'exercices physiques.

Administration : Les dossiers dans les prisons ont été détruits pendant la crise postélectorale et le gouvernement n'avait pas pris de mesures pour les reconstituer. Bien que la tenue de documents ait repris après la crise, elle n'était pas toujours adéquate. La loi prévoit des programmes de placement à l'extérieur et des alternatives à l'incarcération pour les jeunes, mais ceux-ci n'existaient pas. Bien que des juges de l'application des peines aient été chargés de faciliter la libération conditionnelle pour les détenus, ils n'ont pas joué leur rôle efficacement. Il n'y avait pas de médiateur auprès des prisons, mais les détenus avaient la possibilité de déposer des plaintes auprès des autorités judiciaires. Les autorités pénitentiaires avaient une capacité limitée à enquêter et à rétablir les faits au sujet des allégations concernant les mauvaises conditions de détention. Les autorités permettaient aux prisonniers d'observer la pratique religieuse. L'administration pénitentiaire a continué à détenir ou libérer des prisonniers en dehors des procédures judiciaires normales.

Les visites étaient généralement autorisées dans les prisons officielles, bien que l'accès des détenus aux avocats et aux familles, selon les dires, ait été intermittent ou inexistant dans les centres de détention des FRCI et de la DST.

Contrôle indépendant : Le gouvernement a généralement autorisé l'accès aux prisons par le CICR et l'ONU. A quelques occasions, des responsables de la Division des droits de l'homme de l'ONU ont rendu visite à des personnalités politiques de premier plan emprisonnées afin d'évaluer leurs conditions de détention. Des organisations locales de défense des droits de l'homme ont fait état d'un accès sporadique aux prisons. Le gouvernement a autorisé les Nations Unies et les ONG internationales à avoir un accès adéquat aux prisons officielles, bien qu'elles n'aient obtenu qu'un accès intermittent aux centres de détention informels tenus par les FRCI et aux installations officielles de la DST.

Améliorations : En mai, le gouvernement a officiellement ouvert un centre de réhabilitation à sécurité minimale à Dimbokro pour les délinquants à faible risque. Le centre comprenait un programme pilote qui impliquait les détenus travaillant dans les champs dans le périmètre de l'installation qui produisaient de la nourriture pour la population carcérale générale.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La constitution et la loi interdisent les arrestations et détentions arbitraires, mais les deux ont eu lieu au cours de l'année. Les FRCI ont continué à arrêter et détenir des suspects illégalement. Les Nations unies et les ONG internationales et locales ont estimé que la DST et les FRCI ont arrêté et détenu sans inculpation des dizaines de personnes, bien que les FRCI n'aient pas de pouvoir d'arrestation. Les autorités ont gardé beaucoup de ces détenus brièvement avant de les libérer

alors qu'ils ont détenu d'autres pendant de longues périodes. Les Nations unies ont également signalé plusieurs incidents de détention dans des installations non autorisées tenues secrètes.

Rôle de la police et de l'appareil de sécurité

La police (avec l'aide d'une unité mixte de la police, la gendarmerie et des FRCI dénommée Centre de coordination des décisions opérationnelles (CCDO) et la DST, qui relèvent toutes de la compétence du Ministère de l'Intérieur) et la gendarmerie (relevant du Ministère de la Défense) sont chargées de l'application des lois. La DST est chargée de recueillir et d'analyser les informations relatives à la sécurité nationale. Les policiers, qui manquaient d'équipements et de formation, ont continué à être inefficaces. En conséquence, les FRCI ont assumé de nombreuses fonctions normalement dévolues à la police et ont pris les devants en matière de sécurité.

Les FRCI manquaient généralement de formation de base et avaient une structure de commandement et de contrôle inadaptée. L'impunité et la corruption étaient endémiques et les postes de contrôle de sécurité dans tout le pays étaient souvent utilisés pour extorquer de l'argent. En particulier à l'ouest, les communautés comptaient souvent sur les Dozos (chasseurs traditionnels) pour répondre à leurs besoins en matière de sécurité. Après que le Ministre de la Défense a mis en garde les Dozos en 2013 de ne pas s'ingérer dans les questions de sécurité, ils étaient moins visibles.

La police militaire et les tribunaux militaires sont chargés d'enquêter et engager des poursuites relativement aux atteintes internes présumées perpétrées par les services de sécurité. Le tribunal militaire est resté opérationnel au cours de l'année, mais il y a eu peu de condamnations de haut niveau prononcées pour des délits commis durant ou après la crise postélectorale. En juin, le tribunal a déclaré un caporal et membre de la police militaire coupable d'enlèvement et de meurtre de 2012 dans l'affaire de la mort d'un commissaire de police. Les autorités ont condamné le soldat à la prison à vie et l'ont radié des FRCI. De nombreux cas ont abouti à des sanctions internes ou n'ont pas dépassé l'étape de l'enquête.

Les forces de sécurité n'ont pas réussi par moment à prévenir les violences sociales ou y répondre, en particulier dans la partie ouest du pays, où il y a eu plusieurs actes d'affrontements intercommunautaires. Par exemple, dans deux attaques séparées en février et mai, des individus armés ont tué au moins 12 personnes, dont cinq civils, dans les villages de Grabo et Fete dans le sud-ouest.

Le gouvernement a réalisé des progrès limités dans la réforme du secteur de la sécurité et le processus de DDR. Au sein de chaque appareil de sécurité, des efforts ont été déployés pour renforcer l'obligation de rendre compte pour les violations des droits humains dans chacune des chaînes de commandement. L'Autorité pour le désarmement, la démobilisation et réinsertion (ADDR), l'autorité de surveillance des efforts de DDR, a pour objectif de réintégrer environ 74.000 anciens combattants avant la fin de son mandat en juin 2015. En octobre le site de

l'ADDR a rapporté qu'environ 42.000 anciens combattants soit avaient été réintégrés soit étaient en passe de l'être.

Procédures d'arrestation et traitement des détenus

La loi permet aux juges d'instruction ou au procureur de la république d'ordonner la détention, sans chef d'accusation, d'un suspect pendant 48 heures. Cependant, des personnes ont souvent été arrêtées et détenues sans inculpation par la police pendant des périodes excédant le délai légal. Dans des cas particuliers, tels que les atteintes présumées à la sûreté de l'État, le procureur de la république peut autoriser une période supplémentaire de garde à vue de 48 heures. Selon des groupes locaux et internationaux de défense des droits de l'homme, la police a souvent détenu des personnes plus longtemps que le délai légal de 48 heures sans inculpation. Un juge d'instruction peut demander la détention provisoire pour une période pouvant aller jusqu'à quatre mois d'affilée en soumettant une justification écrite au procureur de la république. Les auteurs d'une première infraction accusés de délits mineurs peuvent être détenus pour une durée maximale de cinq jours après leur première audition devant le juge d'instruction. Les mineurs récidivistes et les personnes accusées de crimes peuvent être détenus pendant 6 et 18 mois, respectivement.

Bien que la loi prévoie que les détenus soient informés rapidement des accusations portées contre eux, cela ne s'est pas toujours produit, particulièrement dans les cas concernant la sûreté de l'État et qui impliquaient les FRCI et la DST. Dans d'autres cas les juges n'ont pas pu vérifier si les détenus qui n'étaient pas inculpés avaient été libérés. Un système de mise en liberté provisoire sous caution existe, à la seule discrétion du juge saisi de l'affaire. Les autorités permettaient généralement aux détenus d'avoir accès à des avocats. Dans les cas concernant les questions de sécurité nationale, les autorités ne permettaient pas l'accès aux avocats et membres de famille. Pour d'autres délits plus graves, le gouvernement a fourni des avocats à ceux qui ne pouvaient pas se permettre les services d'un avocat, mais les auteurs présumés de délits mineurs ne bénéficiaient pas souvent de représentation juridique.

Arrestations arbitraires : Il y a eu des rapports faisant état d'arrestations arbitraires par les FRCI, la DST et d'autres autorités tout au long de l'année. Les autorités ont détenu bon nombre de ceux qui ont été inculpés pendant plusieurs jours sans les informer des accusations portées contre eux et limité leur accès à un avocat. En juin, un gendarme aurait détenu sans inculpation un homme à Aboisso qui rentrait chez lui à la maison. Le gendarme aurait déshabillé, menotté et battu à plusieurs reprises l'homme tout en l'interrogeant sur la raison pour laquelle il se trouvait dans la rue.

Les Dozos, bien que n'étant pas un organisme officiel d'application de la loi, ont également participé à des arrestations et détentions. Ces groupes assumaient un rôle non officiel en matière de sécurité dans de nombreuses communautés, mais ne jouissaient pas de l'autorité juridique pour arrêter ou détenir des individus.

Détention provisoire : La détention provisoire prolongée constituait un problème. A la fin de novembre, environ 42 pour cent de ceux qui étaient détenus dans les prisons du gouvernement étaient en détention provisoire. Dans de nombreux cas, la durée de la détention était égale ou supérieure à la peine prévue pour le crime présumé. L'insuffisance de personnel au Ministère de la Justice, l'inefficacité de l'appareil judiciaire et le manque de formation ont contribué à la détention provisoire prolongée.

e. **Déni de procès public équitable**

La constitution et la loi prévoient un système judiciaire indépendant et le pouvoir judiciaire a généralement été indépendant dans les affaires pénales ordinaires. L'absence continue d'inculpations civiles contre les éléments pro-Ouattara pour les crimes présumés commis durant la crise postélectorale et la mise en liberté provisoire de plusieurs détenus pro-Gbagbo très en vue qui attendaient encore leur procès plus d'un an après la confirmation des charges contre eux, indiquait que le système judiciaire était soumis à l'ingérence politique et de l'exécutif. De nombreux rapports faisaient également état de corruption judiciaire et de pots-de-vin qui ont souvent influencé les décisions de justice. Le système judiciaire était insuffisamment doté en ressources et inefficace.

Procédures de jugement

La constitution et la loi prévoient le droit à un procès équitable, mais le système judiciaire n'a pas fait valoir ce droit.

Bien que la loi prévoie la présomption d'innocence et le droit d'être informés dans le plus court délai et de façon détaillée des chefs d'accusation portés contre les détenus (avec le bénéfice sans frais de services d'interprétation, si nécessaire) le gouvernement n'a pas toujours respecté ce droit. La loi prévoit le droit à un procès public. Les jurés ne sont utilisés que dans les procès en Cours d'assises (tribunaux spéciaux convoqués, au besoin, pour juger des affaires pénales impliquant des crimes majeurs).

Dans le passé, les cours d'assises étaient rarement convoquées, mais pour la première fois en plus de 10 ans, trois ont siégé pendant l'année pour entendre des affaires en retard. Les prévenus accusés de crimes passibles de la peine capitale ont droit à un conseil juridique aux frais de l'État. Les prévenus accusés de crimes ont le droit de se faire assister d'un conseil juridique à leurs propres frais. Les autres accusés peuvent également chercher l'assistance d'un conseil juridique. Le système judiciaire prévoit des avocats désignés par le tribunal; toutefois, ce n'est qu'une assistance juridique gratuite très limitée qui a été offerte par le gouvernement, le plus souvent par les membres de l'Ordre des avocats. Les accusés ont le droit de disposer du temps et des facilités nécessaires pour préparer leur défense. Les prévenus ne peuvent accéder aux preuves détenues par le gouvernement, bien que leurs avocats aient légalement le droit de le

faire. Les accusés peuvent présenter des témoins ou des preuves en leur nom et interroger tous témoins à charge. Les prévenus peuvent être contraints de témoigner contre eux-mêmes ou d'avouer leur culpabilité. Les prévenus ont le droit d'assister à leur procès, mais les tribunaux peuvent juger les prévenus par contumace. Ceux qui ont été condamnés avaient accès aux cours d'appel à Abidjan, Bouaké et Daloa, mais les juridictions d'instance supérieure ont rarement cassé les verdicts.

Les tribunaux militaires n'ont pas jugé de civils ou fourni les mêmes droits que les juridictions civiles et pénales. Bien qu'il n'y ait aucune cour d'appel au sein du système judiciaire militaire, les personnes reconnues coupables par un tribunal militaire peuvent intenter une action auprès de la Cour suprême pour qu'elle ordonne un nouveau procès.

La rareté relative des magistrats et avocats formés a entraîné un accès limité à des poursuites judiciaires efficaces, en particulier en dehors des grandes villes. Dans les zones rurales les institutions traditionnelles ont souvent administré la justice au niveau des villages, en réglant les litiges internes et les questions foncières mineures conformément au droit coutumier. Le règlement des différends se faisait par de larges débats au cours desquels aucun cas de châtement corporel n'a été signalé. La Loi prévoit expressément un «grand médiateur» nommé par le président pour établir un pont entre les méthodes traditionnelles et modernes de règlement des différends.

Prisonniers et détenus politiques

Certains partis politiques et groupes locaux de défense des droits de l'homme ont affirmé que les membres du Front Populaire Ivoirien (FPI), parti de l'ancien Président Gbagbo -- détenus pour des chefs d'accusations comprenant les crimes économiques, vols à main armée, pillages et détournements de fonds -- étaient des prisonniers politiques, surtout quand ils étaient accusés pour des actes commis durant la crise postélectorale de 2010-11.

En juin, le gouvernement a libéré 50 prisonniers proches de l'ancien président Gbagbo. Le FPI estimait qu'environ 750 à 800 de ses partisans sont restés en détention.

Procédures judiciaires civiles et voies de recours

La constitution et la loi prévoient un système judiciaire indépendant en matière civile, mais le pouvoir judiciaire était sujet à la corruption, à l'ingérence extérieure et au favoritisme fondé sur des liens familiaux et ethniques. Les citoyens peuvent engager des poursuites pour réclamer des dommages-intérêts pour violation des droits humains ou la cessation de telles violations; toutefois, ils ne l'ont fait que rarement. Le système judiciaire était lent et inefficace, et il y avait des problèmes dans l'exécution des ordonnances internes des tribunaux.

f. Ingérence arbitraire dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La constitution et la loi interdisent de tels actes, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ces interdictions. La Loi exige des mandats pour effectuer des perquisitions, l'accord du procureur pour confisquer tout élément de preuve saisi lors d'une perquisition et la présence de témoins lors d'une perquisition, qui peut intervenir à tout moment. Les policiers utilisaient parfois un mandat de perquisition général sans nom ou adresse. Les FRCI et la DST ont arrêté des personnes sans mandat.

Les FRCI ont continué à occuper illégalement des maisons et des entreprises. En juin, le gouvernement est remis cinq résidences à Abidjan à leurs propriétaires lors d'une cérémonie officielle au cours de laquelle le Ministre de la Défense a indiqué que 249 des 644 sites identifiés comme étant occupés ont été restitués à leurs propriétaires légitimes.

Certains leaders de partis d'opposition ont signalé que leurs comptes bancaires avaient été gelés, alors qu'ils ne figuraient sur aucune liste de sanctions internationales et n'étaient accusés d'un délit quelconque par les tribunaux. En mai, une autorité judiciaire a annoncé que le gouvernement avait procédé au dégel de 43 comptes bancaires associés à des personnes proches de l'ancien Président Gbagbo.

Section 2. Respect des libertés publiques, notamment:

a. La liberté d'expression et de la presse

La constitution et la loi prévoient la liberté d'expression et de la presse, mais il y a eu des restrictions à la liberté de la presse. Le Conseil national de la presse (CNP), l'organe de régulation de la presse écrite du gouvernement a, à plusieurs reprises, suspendu brièvement ou réprimandé des journaux et des journalistes pour des affirmations qu'il a soutenu qu'elles étaient fausses et diffamatoires ou qu'il a perçues comme une menace à la sécurité de l'État.

Liberté d'expression : La loi interdit l'incitation à la violence, la haine ethnique, la rébellion et l'outrage au Chef de l'État ou à d'autres hauts responsables du gouvernement.

Liberté de la presse : Les médias indépendants ont été actifs et ont exprimé une grande variété d'opinions. La plupart des journaux avaient des affiliations politiques avec le gouvernement ou l'opposition et certains des journaux d'opposition ont fréquemment publié des éditoriaux incendiaires contre le gouvernement et inventé des histoires pour diffamer les opposants politiques. Le CNP a imposé fréquemment des suspensions contre la presse. En avril l'organe de régulation a suspendu un journal pour avoir discuté de la sécurité de la viande de brousse, dont le gouvernement a interdit la consommation en réponse à une épidémie régionale d'Ebola. Avant le 12 septembre, les organisations de médias et de journalistes avaient été la cible de sanctions imposées par le CNP, beaucoup plus qu'antérieurement.

La Haute autorité de la communication audiovisuelle supervise la réglementation et le fonctionnement des stations de radio et de télévision. Il y avait de nombreuses stations de radio indépendantes, mais la loi interdit la diffusion de tout commentaire politique par les stations de radio privées. Il n’y avait pas de stations de télévision privées.

Censure ou restrictions sur le contenu : En août, dans un acte d’autocensure, le journal privé L’Intelligent d’Abidjan a annoncé une suspension temporaire de sa publication en signe de protestation contre les actions du CNP qu’il a jugées arbitraires et illégales.

Le gouvernement a semblé exercer une influence considérable sur la couverture des informations et le contenu des programmes sur les chaînes de télévision d’État. Les stations ne couvraient souvent pas les activités de l’opposition et mettaient l’accent sur les voyages du président et les activités des ministres du gouvernement.

Lois sur la diffamation / Sécurité nationale : Le délit de diffamation est passible d’une peine d’emprisonnement d’un à trois ans. La diffamation jugée comme une menace pour l’intérêt national est passible d’une peine d’emprisonnement de six mois à cinq ans. En avril, le CNP a donné suite à une plainte du gouvernement et suspendu trois journaux d’opposition sur de courtes périodes pour avoir tourné en dérision le président ou fait allusion à lui comme dictateur.

La liberté de l’Internet

Le gouvernement n’a pas restreint ou perturbé l’accès à l’Internet ou censuré le contenu en ligne et il n’y a pas eu de rapports crédibles indiquant que le gouvernement surveillait les communications privées en ligne sans autorisation légale appropriée. Les autorités permettaient aux journaux suspendus de publier l’intégralité de leur contenu en ligne. On estime que seulement 5 pour cent de la population avait accès à l’Internet à domicile. Avec un taux de pénétration de la téléphonie mobile de 88 pour cent, l’accès à l’Internet par le dispositif mobile était probablement beaucoup plus élevé.

Libertés académiques et événements culturels

Le gouvernement a poursuivi son interdiction imposée aux groupes d’étudiants quant à leur participation à la vie politique nationale en raison de la politisation de ces groupes dans le passé. Les autorités ont autorisé les groupes d’étudiants à n’aborder que les problèmes des étudiants sur les campus universitaires.

b. Liberté de réunion pacifique et d’association

Liberté de réunion

La loi prévoit la liberté de réunion, mais le gouvernement n’a pas toujours respecté ce droit. La loi exige que les groupes qui souhaitent organiser des manifestations ou des rassemblements

dans les stades ou autres espaces fermés soumettent un avis écrit au Ministère de l'Intérieur trois jours avant la tenue de l'événement proposé. En mai les forces de sécurité auraient utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants dans un bidonville d'Abidjan qui protestaient contre le coût élevé de la vie. En juin l'aile jeunesse du FPI a demandé des autorisations pour organiser des veillées de prière pour la libération de l'ancien président Gbagbo de la CPI, mais les autorités ont refusé les demandes.

Liberté d'association

La loi prévoit la liberté d'association et le gouvernement a en général respecté ce droit. Alors que la loi interdit la création de partis politiques sur des bases ethniques ou religieuses, l'appartenance ethnique était souvent un facteur clé dans l'adhésion à un parti.

c. Liberté de religion

Voir l'*International Religious Freedom Report* du Département d'État à www.state.gov/j/drl/irf/rpt/.

d. Liberté de circulation, Personnes déplacées internes, Protection des réfugiés et les Apatrides

La constitution et la loi ne prévoient pas expressément la liberté de circulation, les voyages à l'étranger, l'émigration ou le rapatriement, mais le gouvernement a en général respecté ces droits. Le gouvernement a coopéré avec le Bureau du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et d'autres organisations humanitaires pour fournir protection et assistance aux personnes déplacées internes, aux réfugiés, aux réfugiés de retour, aux apatrides et autres personnes relevant de la compétence du HCR.

Déplacements à l'intérieur du pays : Il y a eu des entraves aux déplacements à l'intérieur du pays. Les forces de sécurité et d'autres groupes non identifiés érigeaient et exploitaient des barrages sur les principaux axes routiers. Bien que les barrages routiers aient été utilisés de manière légitime à des fins de sécurité, le racket et l'extorsion d'argent étaient quelque chose d'ordinaire. Par exemple, les FRCI ont été impliqués dans le racket à des points de contrôle illégaux dans les grandes villes et sur les principaux axes routiers. En mai, le procureur militaire a annoncé que 80 pour cent des barrages routiers étaient illégaux, entraînant le harcèlement et l'extorsion d'argent par les forces de sécurité à travers le pays. En réponse, le gouvernement a ordonné le démantèlement des barrages routiers et inculpé plus de 100 soldats de racket. En juillet, le tribunal militaire a déclaré quatre sergents de police coupables de racket et les a condamnés à deux mois d'emprisonnement.

Exil : Plusieurs loyalistes à l'ancien Président Gbagbo, certains avec des accusations criminelles en instance, étaient toujours en exil. En octobre, cependant, quatre partisans de Gbagbo sont retournés sans incident après trois ans d'exil volontaire au Ghana.

Emigration et rapatriement : Le retour volontaire des réfugiés ivoiriens a eu lieu au cours de l'année, mais la fermeture de la frontière avec le Libéria en raison de l'épidémie régionale d'Ebola a abouti à la suspension temporaire du processus en avril et de nouveau en juillet. Avec l'assistance du HCR, environ 12.000 réfugiés sont retournés sans incident avant la suspension en juillet.

Les personnes déplacées internes (PDI)

Les estimations de personnes déplacées internes (PDI) variaient d'environ 20.000 selon le HCR, 40.000 à 60.000 selon le gouvernement et 70.000 selon l'Internal Displacement Monitoring Center (le Centre de surveillance des déplacements internes). La plupart des PDI étaient dans la région de l'Ouest et à Abidjan. Beaucoup ont été déplacées en raison de la crise postélectorale bien que les violences sporadiques à l'ouest en mai et de graves inondations dans plusieurs villes en juin et juillet ont entraîné le déplacement de nombreuses personnes.

En réponse aux inondations, le gouvernement a effectué un certain nombre d'expulsions à Abidjan en vue de nettoyer le système de drainage des eaux usées, obstrué par des structures semi-permanentes dans de nombreux endroits. Les expulsions ne semblaient pas cibler des groupes ethniques ou nationaux spécifiques. Les estimations du nombre de personnes déplacées suite aux expulsions variaient de 7.000 à 10.000. Les forces de sécurité effectuant les expulsions auraient été parfois violentes. Par exemple, l'ONUCI a signalé que le 27 juillet, les autorités ont tiré sur quatre personnes qui résistaient à l'expulsion. Selon certaines des personnes déplacées par les expulsions, le gouvernement les a indemnisées dans une certaine mesure.

Les enquêtes concernant l'attaque contre le camp de PDI de Nahibly près de Duékoué en juillet 2012 n'ont fait aucun progrès. A la fin de l'année les autorités avaient encore à procéder à des arrestations liées à l'attaque qui a fait 7 morts, 40 blessés et 5.000 déplacés.

Les Nations Unies et les autorités locales ont continué à faciliter le retour régulier des personnes déplacées internes. Alors que beaucoup parmi les personnes déplacées par les conflits antérieurs sont retournées dans leur région d'origine, les conditions difficiles, notamment le manque d'accès aux terres, les problèmes de logement et de sécurité rendaient le retour souvent impossible.

Le gouvernement a fourni une assistance limitée aux PDI, alors que les ONG locales et internationales ont travaillé à combler les lacunes. Les communautés d'accueil avaient peu de moyens pour recevoir et aider les PDI qui ont souvent recouru à vivre dans des abris de fortune dans les zones urbaines. Le gouvernement a respecté le principe du retour volontaire, mais n'a

pas promulgué de lois visant à protéger les PDI conformément aux Principes directeurs de l'ONU relatifs au déplacement interne. Un comité de coordination -- avec des représentants du Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant, un certain nombre d'ONG locales et internationales et le Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU -- s'est réuni pour coordonner l'aide humanitaire aux personnes déplacées par les inondations en juin et juillet. Le Programme d'appui post-conflit, qui était géré par le gouvernement et soutenu par la Banque mondiale, a travaillé à la réhabilitation des communautés à travers des projets d'infrastructure et de construction.

Protection des réfugiés

Accès à l'asile : La constitution et la loi prévoient l'octroi de l'asile ou du statut de réfugié et le gouvernement a établi un système pour assurer la protection des réfugiés. Selon le HCR, le pays a accueilli environ 2.800 réfugiés composés principalement d'anciens réfugiés libériens qui ont opté pour l'intégration locale suite à l'invocation de la clause de cessation de juin 2012 qui a mis fin au statut de réfugié accordé d'emblée aux Libériens.

Solutions durables : Le gouvernement a facilité l'intégration locale des réfugiés dans les situations les plus extrêmes en délivrant des titres de séjour à tous les réfugiés âgés de plus de 14 ans pour leur permettre de se déplacer librement dans le pays. Les réfugiés avaient également accès à la naturalisation.

Protection temporaire : Le gouvernement a également accordé une protection temporaire aux personnes qui ne pouvaient plus bénéficier du statut de réfugiés en vertu des conventions pertinentes des Nations Unies. Les personnes en attente de détermination de leur statut ont reçu une lettre, valable trois mois, qui indiquait qu'elles étaient en attente d'une décision relative à leur statut. La lettre prévoyait un séjour temporaire et la liberté de circulation uniquement. Les porteurs de la lettre n'étaient pas éligibles à l'aide aux réfugiés, comme l'accès à l'éducation ou aux soins de santé.

Les apatrides

L'ampleur de l'apatridie dans le pays est restée grande. La citoyenneté provient de ses parents plutôt que par la naissance sur le territoire du pays et l'enregistrement des naissances n'était pas universel. Le pays avait des résidents de longue date qui étaient soit légalement ou de fait apatrides. Le HCR a continué à estimer le nombre d'apatrides à 700.000, dont environ 300.000 orphelins non reconnus par la loi et 400.000 migrants historiques et leurs descendants.

Le gouvernement a commencé la mise en œuvre d'une loi adoptée en 2013 qui permet aux personnes nées à l'étranger vivant dans le pays avant l'indépendance en 1960 d'obtenir la nationalité par déclaration et donne aux ressortissants étrangers nés en Côte d'Ivoire entre 1961 et 1973, l'option de la nationalité. Dans une période ouverte du 1^{er} avril au 30 septembre, le

gouvernement a reçu environ 22.000 demandes de citoyenneté par déclaration et à la fin de l'année les demandes étaient en cours d'examen.

Section 3. Respect des droits politiques: Le droit des citoyens de changer leur Gouvernement

La constitution et la loi prévoient le droit pour les citoyens de changer leur gouvernement par des élections libres et équitables, droit qu'ils ont exercé à travers des élections fondées sur le suffrage universel.

Elections et participation à la vie politique

Elections récentes : Les élections présidentielles nationales de 2010 qui ont porté le Président Alassane Ouattara au pouvoir ont été dans l'ensemble libres et équitables, mais une crise de cinq mois s'en suivit, durant laquelle le Président sortant vaincu, Laurent Gbagbo, a refusé de céder le pouvoir.

La réforme de la Commission électorale indépendante (CEI) a été un processus très controversé. Certains membres de l'opposition, la société civile et de la coalition au pouvoir ont boycotté la CEI parce qu'ils estimaient que le Bureau exécutif de la CEI a été formé trop rapidement et sans l'accord de toutes les parties. En décembre, après des mois de négociations, les représentants de l'opposition, la société civile et de la coalition au pouvoir sont parvenus à un accord et ont fait avancer les réformes prévues, y compris la révision de la liste électorale, dont la dernière mise à jour remonte à 2008.

Partis politiques et Participation à la vie politique : La loi interdit la création de partis politiques sur des bases ethniques ou religieuses. L'ethnicité, toutefois, a souvent été un facteur clé dans l'adhésion aux partis. Hormis quelques exceptions, les partis d'opposition ont généralement été en mesure d'organiser leurs activités sans ingérence. Les autorités ont interdit au président du principal parti d'opposition de tenir des réunions dans certaines régions et en juin, le maire d'Odienné lui a interdit d'entrer dans la ville au motif que les forces de sécurité ne pouvaient pas assurer sa sécurité. En juillet un membre d'un petit parti d'opposition a déclaré publiquement que les soldats des FRCI l'ont agressé physiquement après qu'il a publié un article critiquant la CEI et la CPI.

Participation des femmes et des minorités : Bien qu'aucun obstacle formel n'empêche les femmes de participer à la vie politique, les croyances culturelles et traditionnelles ont limité le rôle des femmes. Sur 253 membres de l'Assemblée nationale, 25 étaient des femmes; sur 197 maires, 11 étaient des femmes. Quelques femmes occupaient des postes importants, dont celui de premier vice-président de l'Assemblée nationale, 5 ministres du gouvernement et des présidentes d'importantes commissions.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales pour les cas de corruption par les responsables, mais le gouvernement n'a pas mis la loi en œuvre efficacement et des responsables se sont fréquemment adonnés à des pratiques de corruption en toute impunité.

Corruption : Les médias et les groupes de défense des droits de l'homme ont rapporté une grande corruption officielle. Les données de Transparency International ont indiqué que la corruption était un problème grave, ayant le plus grand impact sur les poursuites judiciaires, la responsabilité de rendre compte des forces de sécurité, l'attribution des marchés et en matière douanière et fiscale.

L'agence chargée de la lutte contre la corruption est le Secrétariat national à la bonne gouvernance et au renforcement des capacités. L'Autorité nationale indépendante de régulation des marchés publics (ANRMP) est chargée de soutenir, surveiller et appliquer les dispositions relatives à la concurrence loyale en matière de marchés publics. En août, se fondant sur des rapports indiquant que 57 pour cent de tous les contrats publics attribués au cours du premier trimestre de l'année l'ont été de gré à gré, l'ANRMP a lancé un audit de tous les contrats attribués de gré à gré de 2011 à 2013. En septembre l'ANRMP a achevé un audit indépendant exécuté sur 60 contrats de à gré du gouvernement d'une valeur d'environ deux mille milliards FCFA (3,75 milliards de dollars) pour les exercices de 2011 à 2013 et a annoncé que 95 pour cent des contrats ne respectaient pas les règlements et procédures en matière de marchés publics.

Déclaration financière : La loi n'exige pas que les responsables nommés ou élus déclarent leurs revenus et leurs biens.

L'accès du public aux informations : Les données relatives aux activités du gouvernement et à la budgétisation étaient en grande partie disponibles, mais variaient selon les ministères. Une bonne partie des données du Ministère de l'Economie et des Finances, y compris le budget national, était accessible sur son site Internet et celui du Fonds monétaire international. Les marchés publics étaient en général transparents. L'ANRMP fournissait les informations clés sur les marchés publics rapidement, sans frais, et elle avait une procédure d'appel public et de prise de décision transparente.

Section 5. Attitude gouvernementale concernant les enquêtes des organisations internationales et non gouvernementales relatives aux violations présumées des droits de l'homme

Un certain nombre de groupes internationaux et nationaux de défense des droits de l'homme ont en général mené leurs activités sans restriction de la part du gouvernement, effectuant des enquêtes et publiant leurs conclusions sur les cas de violation des droits de l'homme. Les responsables gouvernementaux étaient souvent coopératifs et réceptifs à leurs opinions.

Organismes gouvernementaux de défense des droits de l'homme : La Commission nationale des droits de l'homme, établie par la loi à la fin de 2012, a fonctionné toute l'année. En septembre la commission avait reçu environ 70 plaintes pour violation des droits humains de citoyens et avait ouvert des enquêtes sur trois d'entre elles. En raison d'un manque de ressources, la commission n'avait pas de présence en dehors d'Abidjan. En juin, le gouvernement a adopté une loi qui a renforcé la protection des défenseurs des droits de l'homme.

Deux institutions contrôlées par les civiles -- la Cellule spéciale d'enquête (Cellule spéciale) au sein du Ministère de la Justice et la Commission dialogue, vérité et réconciliation (CDVR) -- ont continué à exister, mais la plupart des observateurs internationaux et nationaux des droits de l'homme s'accordent à dire que les deux organismes ont réalisé peu de progrès dans les enquêtes et le traitement des violations des droits de l'homme commises pendant la crise postélectorale. La Commission dialogue, vérité et réconciliation a achevé son mandat en septembre avec les audiences publiques auxquelles ont participé environ 80 personnes témoignant publiquement devant la commission. Alors qu'en janvier les autorités ont rendu le mandat de la Cellule spéciale illimité, ses progrès ont été considérablement entravés par un manque de ressources et de personnel spécialisé. Les autorités n'ont pas apporté de nouvelles accusations pour des crimes commis pendant la crise par des auteurs associés à l'un ou l'autre des deux camps. En octobre les autorités ont annoncé le procès de 83 partisans de Gbagbo qui avaient des charges confirmées contre eux en 2013, mais le procès a été reporté à une date indéterminée le jour de son ouverture; il n'a pas repris durant l'année.

Le gouvernement n'a procédé à aucune arrestation ou engagé d'autres actions judiciaires contre des personnalités de haut rang proches du gouvernement actuel pour les actes commis pendant la crise postélectorale, y compris plusieurs personnes qui auraient été responsables de violations graves des droits de l'homme. Dans certains cas des auteurs présumés de violations des droits humains ont conservé des postes de responsabilité au sein des forces de sécurité.

Section 6. Discrimination, abus sociaux et traite des personnes

La loi interdit la discrimination fondée sur la race, l'ethnicité, la nationalité d'origine, le genre, la religion ou le statut sérologique vis-à-vis du VIH, mais le gouvernement n'a pas appliqué efficacement la loi. La loi ne traite pas de la discrimination fondée sur le handicap, la langue, l'orientation sexuelle, l'identité de genre ou le statut social.

Les femmes

Viol et violence familiale : La loi interdit le viol et prévoit des peines de prison allant de cinq à 20 ans contre les auteurs. Une condamnation à perpétuité peut être imposée en cas de viol collectif si les violeurs sont liés à l'autorité ou occupent des positions d'autorité par rapport à la victime ou si la victime est âgée de moins de 15 ans. La loi ne sanctionne pas spécifiquement le

viol conjugal. Le gouvernement a fait quelques pour appliquer la loi, mais les organisations locales et internationales de défense des droits de l'homme ont signalé que le viol est demeuré généralisé. L'ONUCI a signalé des centaines de cas de viol au cours de l'année, notamment un certain nombre de viols en réunion. Par exemple, en juin une femme à Bouaké a subi des blessures graves quand elle a été violée et sodomisée par un homme en présence de deux complices. Elle a déposé une plainte auprès de la police locale, mais aucune arrestation n'a eu lieu.

Les parents, la police et les chefs traditionnels mettent souvent la pression sur les femmes victimes pour qu'elles recherchent un règlement à l'amiable avec le violeur plutôt que d'engager une procédure pénale. En novembre l'ONUCI a publié un rapport indiquant qu'environ 60 pour cent des cas de violence sexuelle ont été réglés à l'amiable sans intervention du système de justice formel.

Les victimes de viol ne sont plus tenues d'obtenir un certificat médical (qui peut coûter jusqu'à 50.000 francs CFA (94 dollars) pour faire avancer une plainte légale). En pratique, toutefois, rares sont les cas dont la procédure engagée peut continuer sans un certificat médical puisqu'il sert souvent comme premier élément de preuve. En septembre le tribunal de première instance de Bouaké a condamné un homme à une peine de cinq ans de prison pour viol.

La loi ne proscrie pas en particulier la violence familiale, qui était un problème grave et généralisé. Les victimes ont rarement signalé la violence familiale en raison de barrières culturelles. La police a souvent ignoré les femmes qui ont signalé des cas de viol ou de violence familiale. De nombreuses familles de victimes auraient exhorté les victimes à retirer les plaintes et à rester avec un conjoint violent par crainte de la stigmatisation sociale.

Le Ministère de la Famille, de la Femme et des Affaires Sociales a fourni une assistance aux victimes de violence familiale et de viol, notamment le soutien psychologique dans des centres gérés par le gouvernement. Le Comité national de lutte contre la violence envers les femmes et les enfants suivait les situations de violence et faisait des annonces radiophoniques hebdomadaires au sujet de l'assistance téléphonique pour les victimes.

Mutilation génitale féminine/Excision (MGF/E) : La loi en particulier interdit la MGF/E et prévoit contre les praticiennes des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et des amendes de 360.000 à 2 millions de francs CFA (679 à 3.774 dollars). Des peines doubles s'appliquent aux médecins. Il n'y a eu aucun rapport au cours de l'année faisant état de MGF/E pratiquées sur des femmes adultes.

Autres pratiques traditionnelles néfastes : Les violences sociétales contre les femmes comprenaient des pratiques traditionnelles, telles que les meurtres pour dot (le meurtre de mariées pour des litiges de dot), le lévirat (obliger la veuve à épouser le frère de son défunt mari) et le sororat (obliger une femme à épouser le mari de sa défunte sœur).

Harcèlement sexuel : La loi interdit le harcèlement sexuel et prévoit des peines d'un à trois ans d'emprisonnement et des amendes de 360.000 à 1 million de FCFA (679 à 1.887 \$). Toutefois, le gouvernement a rarement appliqué la loi et le harcèlement serait répandu et couramment accepté.

Le droit de reproduction : La Loi confère aux couples et aux individus le droit de décider du nombre, de l'espace et du moment de la naissance de leurs enfants, mais elle ne traite pas explicitement le droit d'atteindre la norme la plus élevée de la santé reproductive sans contrainte, discrimination et violence. La politique du gouvernement exige que les services de soins de santé d'urgence soient disponibles et gratuits pour tous. Les indicateurs de la planification familiale sont demeurés faibles et la capacité du gouvernement à fournir des services de santé maternelle et reproductive de haute qualité a été faible. L'Enquête démographique et de santé a estimé le taux de mortalité maternelle en 2012 à 614 pour 100.000 naissances vivantes, soit une augmentation par rapport aux 543 en 2005. Cinquante-neuf pour cent des naissances se sont déroulées en présence de personnel de santé qualifié. Seulement 14 pour cent de filles et de femmes âgées de 15 à 49 ans ont utilisé une méthode moderne de contraception. Les besoins non satisfaits de planification familiale se situaient à 27 pour cent à l'échelle nationale et au-dessus de 30 pour cent pour les femmes les plus pauvres. Trente pour cent des adolescentes étaient enceintes bien avant ou au moment du sondage, un pourcentage qui est passé à 46 pour cent pour les adolescentes dans les zones rurales. Les menaces ou ce que certains considèrent comme menaces de violence de la part des maris ou des membres de la famille ont empêché certaines femmes de recourir à la planification familiale ou aux services de santé. Dans les zones urbaines l'accès à la contraception et à l'assistance de personnel qualifié lors de l'accouchement était accordé aux femmes qui pouvaient se le permettre. Pour les femmes qui étaient pauvres ou qui vivaient dans les zones rurales, le transport et le coût des services représentaient des obstacles importants à l'accès aux centres de santé et aux hôpitaux. Ces facteurs, ainsi qu'un taux de prévalence du VIH/SIDA de 4,6 pour cent chez les filles et les femmes âgées de 15 à 49 ans, ont entraîné un taux élevé de mortalité maternelle.

Discrimination : La loi interdit la discrimination fondée sur le genre et le gouvernement a encouragé la pleine participation des femmes à la vie économique et sociale (voir section 7.d.). Certaines femmes avaient du mal à obtenir des prêts parce qu'elles ne pouvaient pas répondre aux critères de prêt, notamment les exigences de poster des actifs des ménages coûteux à titre de garantie, qui peuvent ne pas avoir une femme figurant sur le titre. Les femmes ont aussi été victimes de discrimination économique dans la possession ou la gestion d'entreprises.

Les organisations féminines ont continué à faire campagne pour la réforme fiscale afin de permettre aux mères célibataires de percevoir des prélèvements pour leurs enfants. Le droit de succession établit également une discrimination contre les femmes.

Les organisations de défense des droits des femmes ont continué à parrainer des campagnes contre les mariages forcés, les schémas d'héritage qui excluaient les femmes et d'autres pratiques considérées comme néfastes pour les femmes et les filles. Elles ont également mené une campagne contre les dispositions juridiques discriminatoires envers les femmes et ont poursuivi leurs efforts visant à promouvoir une plus grande participation des femmes à la vie politique nationale et locale.

Les enfants

Enregistrement des naissances : La nationalité provient de ses parents. Au moins l'un des parents doit être un citoyen ivoirien pour qu'un enfant soit considéré comme un Ivoirien à la naissance. La loi accorde aux parents un délai de trois mois pour l'enregistrement de la naissance de leur enfant moyennant la somme de 500 FCFA (0.94 dollar). Le gouvernement a enregistré toutes les naissances lorsque les parents ont présenté des documents provenant d'un centre de santé ou d'un hôpital attestant qu'une naissance avait eu lieu, mais les personnes qui n'étaient pas munies de pièces d'identité requises ne pouvaient pas faire enregistrer des naissances.

Education : L'enseignement primaire n'était pas obligatoire, mais était gratuit. En principe les élèves ne devaient pas acheter de livres, des uniformes ou payer de frais, mais certains l'auraient fait parce que le gouvernement n'a pas couvert ces frais pour tous les élèves. Les élèves qui ont échoué à l'examen d'entrée au cycle secondaire n'avaient pas le droit de s'inscrire à l'enseignement secondaire gratuit, et beaucoup de familles ne pouvaient pas se permettre de payer la scolarité au secondaire. La préférence des parents pour l'éducation des garçons plutôt que des filles persisterait, en particulier dans les zones rurales.

Maltraitance des enfants : La peine pour le viol tel que défini par la loi ou la tentative de viol d'un enfant de moins de 16 ans est d'un à trois ans d'emprisonnement et une amende de 360.000 à un million FCFA (679 à 1.887 dollars). Néanmoins, des enfants ont été victimes de violences physiques et sexuelles. Les autorités ont signalé des cas de viol de fillettes d'à peine trois ans au cours de l'année. Les allégations de viol d'enfant ont souvent été reclassées par les autorités comme attentat à la pudeur, les peines étant moins sévères. Des enseignants exigeraient des faveurs sexuelles des élèves en échange d'argent ou de notes. En avril la police locale à Daloa a arrêté un professeur de lycée après que les examens médicaux ont confirmé qu'il avait abusé sexuellement d'une élève de 14 ans après l'avoir attiré par la ruse dans sa maison. Il y a eu des poursuites et des condamnations au cours de l'année. Par exemple, en avril le tribunal de première instance d'Abidjan a condamné le violeur d'une fille de 11 ans à une peine d'emprisonnement de 5 ans. Pour aider les enfants victimes de violence et d'abus, le gouvernement a coopéré avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance afin de renforcer le réseau de protection de l'enfance. Pour aider les enfants victimes de violence et de maltraitance, le gouvernement a coopéré avec le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance afin de renforcer le réseau de protection de l'enfance.

Bien que le Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle, le Ministère de la Justice et le Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant soient responsables de la lutte contre la maltraitance des enfants, ils étaient inefficaces en raison d'un manque de coordination entre les ministères et de l'insuffisance de ressources.

Mariage forcé et précoce : La loi interdit le mariage des hommes de moins de 20 ans et des femmes de moins de 18 ans sans le consentement de leurs parents. La loi sanctionne en particulier quiconque oblige un mineur de moins de 18 ans à contracter une union matrimoniale religieuse ou coutumière. Toutefois, des mariages traditionnels ont été scellés avec des filles d'à peine 14 ans. Les Nations Unies ont documenté plusieurs cas de mariage forcé et de tentatives de mariage forcé au cours de l'année. Par exemple, en juin l'ONU est intervenue dans le cas d'un père qui séquestrait sa fille de 14 ans en préparation pour son mariage. Après des médiations impliquant les autorités locales, la cérémonie de mariage a été annulée. Dans un cas sans précédent en octobre, le tribunal de Bouaké a condamné un père à un an de prison pour avoir tenté de marier sa fille de 11 ans.

Mutilation génitale féminine/Excision (MGF/E) : La mutilation génitale féminine/excision (MGF/E) était un problème grave dans certaines régions du pays. La forme prédominante de MGF/E était la mutilation de Type II -- ablation du clitoris et des lèvres -- bien que l'infibulation ait été aussi pratiquée. La loi en particulier interdit la MGF/E et prévoit à l'encontre des praticiennes des peines allant jusqu'à cinq ans d'emprisonnement et une amende de 360.000 à 2 millions de FCFA (679 à 3.774 dollars). Des peines doubles s'appliquent aux médecins. La MGF/E a été pratiquée plus fréquemment parmi les populations rurales des régions du nord et du nord-ouest, où plus de 75 pour cent des femmes ont été victimes de la pratique. L'Organisation des Nations Unies a signalé l'organisation de quelques cérémonies de masse où les praticiennes ont soumis plus de 100 filles à la MGF/E le même jour. Les ONG locales ont poursuivi les programmes de sensibilisation du public et ont travaillé à convaincre les praticiennes d'arrêter cette pratique. Le gouvernement a engagé avec succès des poursuites pour des cas de MGF/E au cours de l'année. Par exemple, en avril le tribunal a déclaré coupable une praticienne à Séguéla et l'a condamnée à une peine de prison d'un an. Un total de 454 comités mis en place par les ONG partenaires du Ministère de la Solidarité, de la famille, de la Femme et de l'Enfant, travaillaient à combattre et à surveiller la MGF/E. Le gouvernement a également réalisé des activités génératrices de revenus.

L'exploitation sexuelle des enfants : L'âge minimum pour les relations sexuelles consensuelles est de 18 ans. La loi interdit l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants pour la prostitution ou les films, photos ou événements pornographiques. Les contrevenants peuvent être condamnés à des peines d'emprisonnement allant d'un mois à deux ans et des amendes de 30.000 à 300.000 FCFA (57 à 566 dollars). Le viol tel que défini par la loi d'une personne mineure entraîne une peine d'un à trois ans de prison et une amende de 360.000 à un million de FCFA (679 à 1.887 dollars).

Le pays était une source, une origine et une destination pour les enfants victimes de la traite des personnes, en particulier la prostitution forcée. Au cours de l'année, l'Unité de lutte contre la traite des êtres humains de la police nationale a procédé à plusieurs arrestations de personnes soupçonnées d'être des trafiquants d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle.

Voir également le *Trafficking in Persons Report* du Département d'État à www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Enfants déplacés : Les ONG locales ont signalé des milliers d'enfants vivant dans la rue à travers le pays. Les ONG qui se consacrent à aider ces enfants ont trouvé difficile d'évaluer l'ampleur du problème ou de déterminer si ces enfants avaient accès ou non aux services publics. Aucun programme gouvernemental connu ne traitait spécifiquement le problème des enfants vivant dans la rue.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les Aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Pour plus d'informations voir les informations spécifiques par pays du Département d'État à travel.state.gov/content/childabduction/english/country/cotedivoire.html.

Antisémitisme

La communauté juive du pays comptait moins de 100 personnes. Il n'y a eu aucun rapport faisant état d'actes antisémites.

Traite des personnes

Voir le *Trafficking in Persons Report* du Département d'État à www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

Personnes handicapées

La Loi exige que le gouvernement assure l'éducation et la formation de personnes atteintes d'infirmités physique, mentale, visuelle, auditive et motrice cérébrale; les recrute ou les aide à trouver un emploi; conçoit des maisons et des installations publiques avec accès pour fauteuil roulant; et adapte les machines, les outils et les aires de travail pour un accès et une utilisation par des personnes handicapées. Les installations accessibles en fauteuil roulant étaient rares et il y avait peu de programmes de formation et d'assistance à l'emploi pour les personnes handicapées. La loi interdit les actes de violence contre les personnes handicapées et l'abandon de ces personnes, mais il n'y a eu aucun rapport indiquant que le gouvernement a appliqué ces lois.

Il n'y a eu aucun rapport indiquant que les personnes handicapées ont été des cibles spécifiques d'abus, mais elles auraient été victimes de grave discrimination en matière d'emploi et

d'éducation. Bien que le gouvernement ait réservé 800 emplois de la fonction publique pour les personnes handicapées, les employeurs du public refusaient parfois d'employer des personnes handicapées.

Le gouvernement a soutenu financièrement des écoles spécialisés, des programmes de formation, des associations et des coopératives d'artisans pour personnes handicapées, mais beaucoup de ces personnes mendiaient dans les rues des villes et dans les zones commerciales par manque d'autres opportunités économiques. Bien que l'accès aux écoles publiques ne soit pas interdit aux personnes handicapées, ces écoles n'avaient pas les ressources nécessaires pour accueillir les élèves ayant des besoins spéciaux. Les personnes atteintes d'infirmités mentales vivaient souvent dans la rue.

Le Ministère du Travail, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle et la Fédération des Associations des Handicapés sont chargés de protéger les droits des personnes handicapées.

Minorités nationales/raciales/ethniques

Le pays comptait plus de 60 groupes ethniques et la discrimination ethnique était un problème. Les autorités considéraient environ 25 pour cent de la population comme étrangère, bien que beaucoup au sein de cette catégorie soient des résidents de deuxième ou troisième génération. Les conflits entre groupes ethniques, souvent liés à la terre, ont donné lieu à des violences sporadiques, particulièrement à l'ouest du pays. Malgré une mise à jour des procédures, adoptée en 2013 qui accordent aux propriétaires terriens putatifs 10 années supplémentaires pour établir le titre, les lois sur la propriété foncière sont restées insuffisamment claires et non appliquées et auraient entraîné des conflits avec des connotations ethniques et xénophobes, souvent entre les populations autochtones et d'autres groupes.

Bien que la loi interdise la xénophobie, le racisme et le tribalisme et rende ces formes d'intolérance passibles d'une peine de prison de cinq à dix ans, aucune poursuite n'a eu lieu au cours de l'année. La police a brutalisé et harcelé les Africains non-ivoiriens résidant dans le pays. Le harcèlement par les agents traduisait l'idée reçue selon laquelle les étrangers étaient responsables des taux élevés de criminalité et de fraude sur la carte d'identité.

Actes de violence, discrimination et autres abus fondés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

Il n'existe aucune loi criminalisant l'homosexualité. La seule mention que la loi fait de l'activité sexuelle entre personnes de même sexe est comme une forme d'indécence publique passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans, la même que celle prévue pour les actes hétérosexuels accomplis en public. Les lois antidiscriminatoires existent, mais elles ne traitent pas de la discrimination basée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre (voir la section 7.d.).

Contrairement aux années précédentes, il n'y a eu aucun rapport indiquant que les forces de sécurité auraient battu, emprisonné, extorqué et humilié des membres de la communauté LGBT en raison de leur orientation sexuelle. Les autorités chargées de l'application de la loi ont été parfois lents et inefficaces dans leur réponse à la violence sociétale visant la communauté LGBT. Le 20 janvier, une foule d'habitants du quartier ont attaqué le domicile du président d'une importante organisation de défense des droits des LGBT à Abidjan, vandalisant les biens et menaçant physiquement les habitants du domicile. Le 25 janvier, une foule a saccagé et pillé le siège de l'organisation. Les victimes ont déposé une plainte auprès de la police locale, qui a transmis l'affaire au tribunal de première instance appropriée pour complément d'enquête. A la fin de l'année, les autorités n'avaient procédé à aucune arrestation ni engagé aucune poursuite. Les quelques organisations de LGBT dans le pays, y compris la victime de cette violence, ont continué à fonctionner librement, mais avec prudence.

Il n'y a pas eu de discrimination officielle fondée sur l'orientation sexuelle en matière d'emploi, de logement ou d'accès à l'éducation ou aux soins de santé. Néanmoins, la stigmatisation sociale dont faisait l'objet la communauté LGBT a été généralisée et de nombreux membres ont fait état de la discrimination dans les cliniques de santé, en particulier lorsqu'ils cherchaient à se faire soigner pour les infections sexuellement transmissibles. En septembre un tabloïd d'Abidjan a publié un article inflammatoire sur les cliniques à travers la ville qui étaient sympathiques à l'égard de la population des « hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes » et y a inclus une liste nominative de ces cliniques. Les personnes qu'on croyait être des gay ont été également victimes de discrimination sociale en cherchant un emploi et un logement.

VIH/SIDA et stigmatisation sociale

Il n'y avait pas de discrimination officielle fondée sur le statut sérologique VIH. En juillet, l'Assemblée nationale a adopté une loi qui condamne expressément toutes les formes de discrimination contre les personnes vivant avec le VIH/SIDA et prévoit leur accès aux soins et aux traitements. La loi prévoit également des amendes pour refus de prodiguer des soins ou pour discrimination fondée sur la séropositivité. Le Ministère de la Santé a géré un programme qui aidait les populations vulnérables (les hommes gay, les travailleurs du sexe, les migrants) vivant avec le VIH/SIDA. Le Ministère de la Solidarité, de la Famille, de la Femme et de l'Enfant a supervisé un programme qui fournissait la nourriture aux orphelins et enfants vulnérables, y compris ceux vivant avec le VIH/SIDA, leur permettait l'accès à l'éducation et leur apportait assistance et protection.

Dans la plus récente enquête démographique et de santé pour le pays (2012), environ 47 pour cent des femmes et 45 pour cent des hommes ont déclaré avoir des attitudes discriminatoires envers les personnes vivant avec le VIH. En dehors des hôpitaux et des cliniques, la stigmatisation sociale était généralisée, la discrimination la plus manifeste étant dirigée vers les

hommes gay séropositifs. Beaucoup de personnes vivant avec le VIH/SIDA ont choisi de ne pas révéler leur statut à des amis et la famille par crainte de la stigmatisation.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et Droit à la négociation collective

La loi, y compris les règlements connexes et les textes réglementaires, prévoit le droit des travailleurs, à l'exception des membres de la police et des services militaires, de former des syndicats de leur choix ou d'y adhérer, protège le droit de grève et de négociation collective et interdit la discrimination antisyndicale par les employeurs ou d'autres contre les membres de syndicat ou les organisateurs. La loi interdit le licenciement de travailleurs pour activités syndicales. La loi permet aux syndicats du secteur formel de mener leurs activités en toute indépendance. Néanmoins, selon la Confédération syndicale internationale, la loi ne dispose pas de critères objectifs permettant d'établir la reconnaissance de syndicats représentatifs, ce qui pourrait permettre aux employeurs du public et du privé de refuser de négocier avec les syndicats au motif qu'ils n'étaient pas représentatifs. Les étrangers doivent obtenir le statut de résident, ce qui peut prendre trois ans, avant de pouvoir occuper un poste syndical. Avant que des négociations collectives ne puissent débiter, un syndicat doit représenter 30 pour cent des travailleurs. La Loi prévoit la réintégration des travailleurs licenciés dans les huit jours suivant la réception d'une plainte de licenciement abusif.

La loi exige une longue série de négociations et un préavis de six jours avant qu'une grève ne puisse avoir lieu, ce qui rend les grèves légales difficiles à organiser et à maintenir. En outre, si les autorités jugent qu'une grève est une menace à l'ordre public, le président dispose de pouvoirs assez vastes pour contraindre les grévistes à reprendre le travail sous la menace de sanctions. Le président peut également exiger qu'il soit recouru à l'arbitrage pour les grèves dans les services essentiels, bien que la loi n'énumère pas ce qui constitue les services essentiels.

A l'exception des grandes exploitations industrielles et certains métiers comme les travailleurs agricoles, la plupart des travailleurs du secteur informel, notamment les petites exploitations agricoles, les stands en bordure de rue et les ateliers en milieu urbain étaient exclus de cette protection juridique.

Le gouvernement a généralement appliqué efficacement les lois en vigueur dans le secteur formel. Les ressources, les inspections et les mesures correctives étaient inadéquates. Les sanctions pour violations, notamment une amende comprise entre 10.000 et 100.000 FCFA (19 à 189 dollars), étaient insuffisantes pour dissuader les gens de commettre des violations. Les procédures administratives et judiciaires ont fait l'objet de longs retards et d'appels.

Les organisations de travailleurs étaient indépendantes du gouvernement et des partis politiques. Néanmoins, il y a eu des rapports faisant état d'ingérence du gouvernement dans les affaires syndicales. Un syndicat international bien connu a indiqué que le gouvernement a continué à refuser de reconnaître la structure de direction de la Fédération des Syndicats Autonomes de Côte d'Ivoire (FESACI). Des auxiliaires armés des FRCI occupaient le siège de la FESACI depuis 2011. Il a été signalé également que la police a interrogé les dirigeants syndicaux pendant des heures sur les élections syndicales. Au cours des dernières années, il y a eu des rapports faisant état d'arrestation de dirigeants syndicaux sans inculpation. En septembre 2013 Basile Mahan Gahé, le Secrétaire général de la Confédération DIGNITE, qui aurait été enlevé, torturé par la police et emprisonné dans de terribles conditions d'avril à juillet 2011, est décédé neuf mois après sa libération. Les conventions collectives s'appliquent à tous les employés et étaient en vigueur dans de nombreuses grandes entreprises et les secteurs de la fonction publique. Bien que le Code du travail puisse permettre aux employeurs de refuser de négocier, le Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle n'a reçu aucune plainte de la part des syndicats. Un syndicat international bien connu, cependant, a indiqué que le gouvernement n'a pas versé les cotisations syndicales à plusieurs syndicats en dépit d'une convention collective en vigueur.

Le nombre de conventions collectives conclues au cours de l'année était inconnu.

On ne signale pas de cas de briseurs de grève durant l'année.

Le Ministère du Travail, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle n'a rapporté aucune plainte pour discrimination antisyndicale ou d'ingérence de l'employeur dans les activités syndicales au cours de l'année. Il n'y a eu aucun cas signalé de harcèlement de syndicalistes.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire, notamment par les enfants et les employeurs peuvent être punis d'une peine d'emprisonnement d'un à cinq ans et une amende de 360.000 à un million de francs CFA (679 à 1.887 \$). Le gouvernement a réalisé des efforts importants pour appliquer la loi, en particulier par de nouvelles initiatives de lutte contre le travail des enfants. Les ressources, les inspections et les mesures correctives étaient insuffisantes. Les peines pour violations, notamment les amendes de 360.000 à un million de francs CFA (679 à 1.887 \$) et les peines de prison d'un à cinq ans étaient insuffisantes pour dissuader les auteurs de violations.

Le Comité national de surveillance des actions de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants (CNS), présidé par la Première Dame Dominique Ouattara et le Comité interministériel sont chargés d'évaluer les actions du gouvernement et des bailleurs de fonds concernant le travail des enfants.

Le travail forcé et obligatoire s'est poursuivi dans la production commerciale à petite échelle des produits agricoles, en particulier dans les plantations de café, cacao, d'ananas et d'hévéa et dans le secteur informel, comme le travail domestique, le travail agricole non industriel, le travail dans les mines artisanales, les boutiques et restaurants de rue. Le travail forcé dans les plantations de cacao, café, et d'ananas se limitait aux enfants (voir section 7.c.). Les rapports faisant état de travail forcé des adultes dans la production de caoutchouc impliquaient avant tout les ouvriers à bas salaires qui travaillaient pendant de longues heures et vivaient dans des conditions d'asservissement véritable.

Voir aussi le *Trafficking in Persons Report* du Département d'État à www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/.

c. Interdiction du travail des enfants et l'âge minimum d'admission à l'emploi

L'âge minimum légal pour travailler est de 14 ans et les enfants ne doivent pas travailler entre 19 heures et 6 heures du matin. Bien que la loi interdise l'exploitation des enfants sur le lieu du travail, le travail des enfants est resté un problème très répandu, surtout dans les plantations de cacao et café ainsi que dans les mines d'or et de diamants. Le Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle n'a appliqué efficacement la loi que dans la fonction publique et les grandes entreprises multinationales. La peine prévue pour violation de la loi comprend une peine d'emprisonnement d'un à cinq ans et une amende de 500.000 à un million de francs CFA (943 à 1887 \$). L'inspection du travail et la police nationale insuffisamment dotées en effectifs manquaient de ressources et de formation permettant d'identifier les affaires à instruire et d'entreprendre des enquêtes et des poursuites relatives au travail illégal des enfants.

Les enfants travaillent habituellement dans les exploitations familiales ou comme vendeurs, cireurs de chaussures, coursiers, employés de maison, vendeurs ambulants de nourriture et surveillants et laveurs de voitures. Certaines filles d'à peine neuf ans travailleraient comme domestiques, souvent au sein de leurs réseaux familiaux élargis. La loi interdit la traite des enfants et les pires formes de travail des enfants. En janvier la police a arrêté un car transportant 40 filles et neuf garçons âgés de sept à 12 ans qui étaient prétendument destinés à travailler dans les champs de coton dans une localité du centre du pays. Bien que la prévalence du travail des enfants dans l'ensemble ait diminué, les enfants des zones rurales ont continué à travailler dans les plantations de cacao dans des conditions dangereuses, notamment le risque de blessures causées par les machettes, les contraintes physiques de porter de lourdes charges et le risque d'exposition à des produits chimiques nocifs. Un faible pourcentage d'enfants travaillant dans les plantations de cacao n'avait aucun lien de parenté avec les planteurs, mais la plupart travaillait dans des plantations familiales ou avec leurs parents.

Bien que les contraintes financières aient continué à entraver l'application des lois sur le travail des enfants, le gouvernement a pris des mesures concrètes pour aborder le problème des pires

formes de travail des enfants. Le gouvernement a poursuivi la mise en œuvre de son Plan d'action national 2012-14 de lutte contre la traite, l'exploitation et le travail des enfants et a renforcé son système national de surveillance du travail des enfants. En mai, le Président a signé un décret établissant des règles plus strictes sur le voyage des mineurs entrant dans le pays ou en sortant, exigeant que les enfants et les parents fournissent des documents qui prouvent les liens familiaux, y compris au moins un extrait d'acte de naissance.

La Direction de la lutte contre le travail des enfants au sein du Ministère du Travail, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle, le CNS et le Comité interministériel ont été les chefs de file des organismes impliqués dans ce domaine. Le Plan d'action national 2012-14 avait un budget de 14 milliards de FCFA (26.4 millions de dollars) sur trois ans, dont 22 pour cent sur fonds du gouvernement. Le plan appelle à des efforts pour améliorer l'accès à l'éducation, aux soins de santé et aux activités génératrices de revenus au profit des enfants, ainsi qu'à des enquêtes nationales, des campagnes de sensibilisation et d'autres projets avec des ONG locales pour mettre en évidence les dangers liés au travail des enfants et les alternatives. La Première Dame Dominique Ouattara a mis l'élimination du travail des enfants au centre de ses efforts et a continué de jouer un rôle actif.

Le gouvernement s'est engagé dans un partenariat avec l'Organisation internationale du travail (OIT) pour réduire le travail des enfants dans les plantations de cacao. Grâce à son Programme international pour l'élimination du travail des enfants, l'OIT avait quatre projets destinés à lutter contre le travail des enfants, qui ont été achevés au cours de l'année.

Le gouvernement a travaillé en coordination avec des ONG pour mener des campagnes de sensibilisation des familles agricoles sur le travail des enfants basées sur la liste, mise au point par le gouvernement, des pires formes de travail des enfants, qui sont interdites. Par conséquent, les organisations locales de travailleurs domestiques ont cherché à prévenir l'exploitation des enfants dans le travail domestique. D'autres ONG ont fait campagne contre la traite, le travail, et l'exploitation sexuelle des enfants.

Voir également les *Findings on the Worst Forms of Child Labor* du Département du Travail à www.dol.gov/ilab/reports/child-labor/findings/.

d. Discrimination en matière d'emploi ou de profession

En ce qui concerne l'emploi ou la profession, la loi interdit la discrimination fondée sur le genre, l'âge, la nationalité d'origine, la race, la religion et l'origine sociale, mais elle est muette sur la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle ou l'identité de genre. Une loi votée en juillet a expressément imposé des interdictions sur la discrimination en milieu de travail fondée sur le statut sérologique VIH. Le gouvernement n'a pas toujours fait appliquer efficacement la loi.

Il y a eu la discrimination liée à l'emploi et à l'activité professionnelle en ce qui concerne le genre, la nationalité, les personnes handicapées et les personnes LGBT (voir la section 6). Alors que les femmes dans le secteur formel percevaient le même salaire et payaient les mêmes impôts que les hommes, certains employeurs ont résisté au recrutement des femmes. Il n'existait pas de politique officielle de discrimination fondée sur l'orientation sexuelle en matière d'emploi, mais des personnes LGBT ont indiqué avoir éprouvé des difficultés à être embauchées.

Il y a eu également la discrimination à l'encontre des travailleurs migrants. Bien que la loi prévoit les mêmes protections pour les travailleurs migrants que pour les citoyens, la plupart d'entre eux ont été victimes de discrimination en termes de salaire et de traitement.

e. Conditions de travail acceptables

Le salaire minimum pour toutes les professions autres que le secteur agricole était de 60.000 francs CFA par mois (113 \$), mais les autorités n'ont pas fait appliquer ce salaire dans le secteur informel. L'estimation officielle pour le niveau de revenu du seuil de pauvreté était entre 500 et 700 francs CFA (0,94 \$ et 1,32 \$) par jour. Le gouvernement n'a appliqué les taux du salaire minimum que pour les salariés employés par le gouvernement ou inscrits auprès des services de la sécurité sociale. Les fédérations syndicales ont tenté de lutter pour un traitement égal pour tous les travailleurs conformément à la loi lorsque les entreprises ne respectaient pas les exigences du salaire minimum ou faisaient preuve de discrimination entre les catégories de travailleurs, comme les femmes ou les travailleurs nationaux par rapport aux travailleurs étrangers.

La loi ne stipule pas qu'à travail égal salaire égal. Il n'y a eu aucun rapport mentionnant que le gouvernement a pris des mesures pour corriger les grands écarts de salaires entre les employés étrangers non-africains et leurs collègues africains employés par les mêmes entreprises.

La semaine normale de travail est fixée par la loi à 40 heures. La loi exige la rémunération des heures supplémentaires pour les heures de travail de plus et prévoit au moins une période de repos de 24 heures par semaine. La loi n'interdit pas les heures supplémentaires obligatoires.

La loi établit des normes en matière d'hygiène et de sécurité sur le lieu du travail dans le secteur formel. La loi ne couvre ni les travailleurs migrants étrangers ni les citoyens travailleurs dans le secteur informel du travail.

Le Ministère du Travail, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle est chargé de l'application du salaire minimum. Les syndicats de travailleurs ont contribué à la mise en œuvre effective des exigences de salaire minimum dans le secteur formel. Le gouvernement n'a pas appliqué de façon efficace les normes professionnelles, d'hygiène et de sécurité dans le secteur informel. Ceci a touché principalement les travailleurs du secteur manufacturier informel de petite échelle. Malgré la loi, les travailleurs des secteurs formel et informel ne pouvaient pas

quitter leur travail dangereux sans risquer leur emploi. Des inspecteurs du travail auraient accepté des pots-de-vin pour ignorer les violations.

Le nombre exact d'inspecteurs du travail n'était pas disponible, mais le Ministère du Travail, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle a estimé leur nombre à tout au plus 300. La loi prévoit la création d'un comité de représentants du travail, de la santé et la sécurité qui est chargé de vérifier la protection et la santé des travailleurs sur les lieux de travail. Ces comités doivent être composés de membres des syndicats. Le président du comité peut signaler les conditions de travail malsaines et dangereuses à l'inspecteur du travail sans être sanctionné. Bien que la loi exige que les entreprises fournissent des services médicaux à leurs employés, les petites entreprises, les entreprises du secteur informel, ainsi que les plantations (en particulier pendant les récoltes saisonnières) n'ont pas respecté ces obligations. Les heures de travail excessives étaient monnaie courante et les heures supplémentaires étaient rarement enregistrées et pas toujours payées conformément à la loi. L'application de la loi dans le secteur informel était inexistante et le gouvernement n'avait pas la capacité d'effectuer des inspections ou de prendre des mesures dans le secteur.

Plusieurs millions de travailleurs migrants, pour la plupart originaires des pays voisins, travaillaient généralement dans le secteur informel du travail, où les lois du travail n'étaient pas appliquées.

La loi autorise les travailleurs du secteur formel à se retirer de situations qui mettaient en danger la santé ou la sécurité, sans mettre en péril leur emploi en utilisant le système d'inspection du Ministère de l'Emploi, des Affaires Sociales et de la Formation Professionnelle pour documenter les conditions de travail dangereuses. Les autorités protégeaient effectivement les employés dans cette situation.